

La mouvance identitaire en France

Pierre Brouland – Kateřina Dvořáková

Université d'économie de Prague
République tchèque

pierre.brouland@vse.cz, katerina.dvorakova@vse.cz

Résumé. L'article décrit le mouvement identitaire apparu en France au tournant des années 2000. École de pensée plus que mouvement politique au sens traditionnel du terme, les Identitaires ont banalisé dans l'espace public des concepts comme ceux de « Français de souche », « Grand remplacement » ou « remigration ». Après avoir présenté les hommes, les organisations et l'idéologie de cette mouvance, l'article s'interroge sur les liens qu'elle entretient avec le Front national.

Mots clés. Les Identitaires. France. Extrême droite. Nationalisme. Bloc identitaire.

Abstract. The Identitarian Movement in France. The article describes the identity movement appeared in France at the turn of the 2000s. A school of thought rather than a political movement in the traditional sense, the Identitaires made commonplace in the public space concepts such as “native French”, “Great replacement” or “re-migration”. After presenting men, organizations and ideology of this movement, the article questions the links it has with the National Front.

Keywords. The Identitarians. France. Far-right. Nationalism. Bloc identitaire.

1. Introduction

Dans un monde où les frontières apparaissent de plus en plus virtuelles, où des organismes supranationaux prennent la plupart des décisions qui régissent notre vie quotidienne, où les flux migratoires connaissent une ampleur sans précédent, la question de l'identité revient

sur le devant de la scène, en particulier dans un pays comme la France, dans lequel le sentiment d'appartenir à une nation s'est forgé de façon précoce, dès la fin du Moyen-âge (Beaune, 1985). Il existe, en effet, depuis quelques années, une crainte diffuse dans la société française de voir son identité se dissoudre. Cette question n'est pas vraiment nouvelle. Elle surgit régulièrement dans le débat public après des périodes de latence plus ou moins longues. Depuis la défaite de 1870–1871, les intellectuels français aiment s'interroger sur le déclin, en apparence inéluctable, de leur nation (Digeon, 1959). Le sujet est revenu en force depuis la fin de Guerre froide. Avec la réunification de l'Allemagne et les élargissements successifs de l'Union européenne, la France a vu son influence décroître au sein des instances européennes, de même que sur la scène internationale. De plus, les traités de Maastricht et de Lisbonne ont redéfini l'Europe dans un sens plus libéral, plus fédéral et plus atlantiste, très éloigné du cap fixé jadis par le général de Gaulle.

Le devenir de l'identité française fut un des thèmes majeurs de la campagne présidentielle de 2007. Si, dans le discours dominant, celui transmis à l'école, l'identité française se confond avec l'adhésion à la République et à ses « valeurs » – qu'on se garde en général de définir mais qui correspondent *grosso modo* aux Droits de l'Homme, à la laïcité et à l'universalisme républicain (nation « civique » en tant que construction politique réunissant des citoyens libres et égaux) – il existe aussi une autre conception qui insiste davantage sur l'enracinement et sur le particularisme culturel (nation « ethnique » fondée, dans la conception de Herder ou de Fichte, sur le sol, la langue, la race, la culture). En France, il s'agit d'un vieux débat remis au goût du jour, celui qui opposa dans le dernier tiers du XIX^e siècle Ernest Renan à Maurice Barrès. Si pour le premier, la nation est *un plébiscite de tous les jours* et qu'elle *n'est esclave ni de la race, ni de la langue, ni de la religion, ni des fleuves, ni des massifs de montagne* (Renan, 1882), pour le second, elle se fonde sur *la terre et les morts* (Barrès, 1899), pour reprendre le titre d'une de ses conférences.

Cette question de l'identité française et de son devenir alimente depuis une quinzaine d'années une abondante littérature, dont *Le suicide français* d'Eric Zemmour (2014)¹ constitue le titre le plus emblématique. L'ouvrage de Zemmour reprend le vieux thème de la trahison des élites, accusées non seulement d'avoir livré la France à l'étranger, mais de tout mettre en œuvre pour détruire ses traditions et ses valeurs. Nombre des thèses développées par Zemmour viennent des milieux identitaires et ont contribué à focaliser l'attention sur ce courant né au tournant des années 1990–2000 aux marges de l'extrême-droite. Les Identitaires (et ceux qui leur sont associés, à tort ou à raison, comme Zemmour, mais aussi le philosophe Alain Finkielkraut) semblent aujourd'hui dominer le débat d'idées, remettant en cause l'hégémonie quasi absolue qu'exerçaient les intellectuels de gauche depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Du coup, tout le microcosme « politico-médiatico-intellectuel » s'enflamme sur la question des Identitaires. Il ne se passe pas un jour sans que la grande presse (*Le Figaro*, *Le Monde*, *Libération*, etc.) ne consacre d'articles à la « mouvance identitaire ». Selon le Premier ministre socialiste, Manuel Valls, il « faut proscrire définitivement les groupes identitaires »². À gauche, on hurle au retour des réac-

¹ Immense succès de librairie (entre 350 000 et 500 000 exemplaires vendus – *Le Figaro*, 16 octobre 2014).

² Entretien paru dans *Le Parisien – Aujourd'hui en France*, le 29 décembre 2015.

tionnaires. Les représentants de la droite traditionnelle (Les Républicains – LR), eux, ne savent pas très bien comment réagir face à un tel phénomène : d'un côté, ils ne veulent pas cautionner ce courant de pensée dont les dérives extrémistes ne peuvent que les inquiéter ; d'autre part, ils ne veulent pas non plus condamner ouvertement un discours qui rencontre un réel écho dans leur électorat³. Même la fiction s'en mêle : Michel Houellebecq, dans son dernier roman, *Soumission* (2015), accorde plusieurs développements aux Identitaires et fait même d'un des principaux personnages du roman, le « méchant » recteur Rediger, un ancien militant de cette cause.

Les Identitaires sont donc omniprésents, en tout cas dans les médias, mais il reste difficile de les cerner de façon précise. À la différence du Front national, qui fait l'objet d'une bibliographie considérable, il n'existe quasiment pas de travaux universitaires sur cette mouvance, et les rares études qui lui sont consacrées portent essentiellement sur l'analyse de son discours (Casajus, 2012 ou Durand ; Sindaco, 2015). Qui sont les Identitaires ? Faut-il les réduire aux groupuscules qui se réclament de cette idéologie ? Ou ne convient-il plutôt pas de considérer la mouvance identitaire comme symptomatique d'une nouvelle façon de faire de la politique, dans laquelle Internet, avec les réseaux sociaux ou les médias en ligne, joue un rôle central par rapport aux partis ou aux organisations traditionnelles ? Le but de notre article est de présenter cette mouvance identitaire et d'en examiner la cohérence. Dans une première partie, nous tenterons de cerner les hommes, les organisations et les médias au cœur de ce mouvement. Puis, nous essaierons d'en définir l'idéologie. Dans une dernière partie, nous examinerons les relations ambiguës qu'entretiennent les Identitaires avec le Front National.

2. Qui sont les Identitaires ?

La mouvance identitaire se veut d'abord un mouvement intellectuel. Elle éprouve une réelle défiance à l'égard des partis politiques, et, au-delà envers l'action politique en général. De façon constante, les idéologues « identitaires » (par exemple Le Gallou, 2008) font référence au théoricien marxiste italien Gramsci : la conquête du pouvoir doit d'abord passer par un long travail idéologique, une lente préparation du terrain au sein de la société civile. Il faut, peu à peu, subvertir les esprits, installer les valeurs que l'on défend dans le domaine public afin de s'assurer d'une hégémonie culturelle préalable, dans le but de prendre le pouvoir. Pour cette raison, la grande majorité des figures de proue de la mouvance identitaire se recrute parmi des gens de lettres et des intellectuels – tradition d'ailleurs répandue en France, où la littérature a toujours entretenu des liens intimes avec la politique, particulièrement dans le milieu de l'extrême droite. Même si certains ont pu militer au Front national, voire y occuper des postes importants (comme Jean-Yves Le

³ Voir cette ambiguïté dans le cas de Nicolas Sarkozy qui, d'un côté nourrit ses discours de la rhétorique identitaire (faisant référence aux « valeurs identitaires » ou aux « racines chrétiennes ») ; de l'autre supprime par exemple, lors de son exercice du pouvoir, la « double peine » (l'expulsion automatique des délinquants étrangers après l'exécution de leur peine) et parle de « l'obligation du métissage » – discours du 17 décembre 2008 [<http://aphec.it-sudparis.eu/spip.php?article376>].

Gallou ou Yvan Blot, qui furent députés européens dans les années 1990), tous se sont rapidement éloignés du combat politique, n’y trouvant pas leur compte.

2.1 Les hommes

Parmi les acteurs de ce qu’il est convenu d’appeler la mouvance identitaire, nous pouvons distinguer trois catégories d’hommes :

2.1.1 Les anciens

L’un des faits saillants réside dans le retour par le biais du mouvement identitaire de nombreux anciens de la « Nouvelle droite » (Taguieff, 1993). Cette expression, qui avait été lancée en 1977 par Alain de Benoist (né en 1943), avait défrayé la chronique au tournant des années 1970–1980. Sous ce vocable ont été réunis des groupes de réflexions comme le GRECE ou le Club de l’Horloge, des revues comme *Eléments*, *Nouvelle école* ou *Krisis*, diverses individualités ainsi que quelques groupuscules et micro-partis à l’existence aussi brève qu’insignifiante. La Nouvelle droite n’a cependant jamais acquis de véritable cohérence et a fini par disparaître au milieu des années 1980, minée par des querelles intestines. Parmi, les principaux théoriciens du mouvement identitaires figurent plusieurs personnalités qui ont débuté leur engagement politique dans la Nouvelle droite. Nous pouvons citer ainsi, sans vouloir être exhaustif : Jean-Yves Le Gallou (né en 1948), Ivan Blot (né en 1948), Henry de Lesquen (né en 1949) ou Guillaume Faye (né en 1949). Tous ces hommes ont en commun d’être nés autour de 1950, et donc d’être étrangers aux controverses sur l’Occupation et la guerre d’Algérie. L’anticommunisme et, dans une moindre mesure, le rejet de mai 1968 ont été les moteurs de leur engagement politique. Presque tous ont, à un moment ou à un autre, rejoint le Front national, pour le quitter lors de la crise qui secoua ce parti en 1998. Prenant en compte cet échec, ils renouent durant les années 2000 avec le débat d’idées, dans le but de donner à la « *droite de conviction* » une nouvelle armature idéologique. Tout en reprenant nombre de thématiques développées dans le passé par la Nouvelle droite, comme le concept de « *guerre culturelle* », le principe de la « *préférence nationale* » dont Le Gallou fut l’inventeur en 1985 (Le Gallou, 1985), le rejet de l’universalisme des Droits de l’homme et des valeurs égalitaires, ils introduisent en détail, comme nous le verrons plus loin, de nouveaux concepts en adéquation avec les réalités du monde du XXI^e siècle. Surtout, ils ont mis une sourdine à l’anti-christianisme militant qui était l’une des caractéristiques majeures de la doctrine de la Nouvelle droite. Il est à noter que celui qui passait pour le maître à penser de la Nouvelle droite, Alain de Benoist, reste à l’écart des milieux identitaires, même s’il figure toujours parmi leurs références favorites et qu’il donne de loin en loin des contributions à leurs médias.

2.1.2 Les nouveaux

À côté des anciens de la Nouvelle droite figurent un certain nombre de personnalités venues d’autres horizons. Le cas le plus étonnant demeure celui de Renaud Camus (né

en 1948). Intellectuel de gauche, auteur d'une œuvre aussi abondante qu'exigeante, qui s'étend de la poésie expérimentale (*Églogues*) aux récits de voyage, homosexuel militant, proche de Roland Barthes, rien ne semblait le prédisposer à rejoindre la cause des Identitaires. Il réalise dans les années 2000 un virage à 180° pour apparaître aujourd'hui comme la personnalité la plus en vue de ce mouvement. On lui doit, entre autres, le concept du « *Grand remplacement* ». Autre figure atypique, celle de Laurent Ozon (né en 1967) qui se présente comme un écologiste « localiste ». Il fréquente un temps Europe Écologie – Les Verts, participant à plusieurs de leurs congrès, avant de rejoindre brièvement le Front national, dont il reste un peu moins d'un an, en 2011, le porte-parole pour les questions d'environnement. Depuis sa rupture avec le FN, il se définit à la fois comme le théoricien de la « *remigration* » et celui d'une « *écologie enracinée* ». Il fonde, en 2015, le *Mouvement pour la Remigration*. Dernière figure notable : Julien Rochedy (né en 1988). En 2006, alors qu'il n'a que dix-huit ans, il adhère au Front national, dont il devient en 2012 responsable des mouvements de jeunesse. Esprit brillant, il publie son premier essai en 2010 : *Le marteau : Déclaration de guerre à la décadence moderne*. En désaccord avec Marine Le Pen, il démissionne de ses fonctions en 2014 et quitte peu après le FN. Il se veut le théoricien d'un nouveau « *communautarisme blanc* ».

2.1.3 Les compagnons de route

Ce terme qui désignait, dans les années 1930, les intellectuels qui soutenaient le Parti communiste sans y adhérer s'applique parfaitement à un certain nombre de personnalités qui sans reprendre à leur compte la totalité des thèses défendus par les milieux identitaires en diffusent certaines. Le cas le plus typique reste le journaliste Eric Zemmour (né en 1958), auquel nous faisons allusion dans l'introduction, qui a plus que quiconque contribué à vulgariser les théories développées dans les groupes de réflexions proches de la mouvance identitaire. Dans le même ordre d'idée, nous pouvons aussi citer quelques plumes célèbres de la presse parisienne comme Ivan Rioufol (né en 1952), éditorialiste au *Figaro*, ou Dominique Jamet (né en 1936), des écrivains comme Richard Millet (né en 1953). Le philosophe Alain Finkielkraut (né en 1949) constitue un cas à part. Fils d'immigrés juifs polonais, il symbolise, à lui tout seul, la méritocratie républicaine. Comme nombre d'intellectuels de sa génération, son engagement politique débute à gauche, dans le sillage de mai 1968, il milite même un temps dans un groupuscule maoïste. Progressivement, à partir de la seconde moitié des années 1980, il s'éloigne de la gauche, d'abord pour protester contre les réformes pédagogiques, ensuite pour s'inquiéter des dérives du tiers-mondisme et du multiculturalisme. En 2013, dans l'*Identité malheureuse*, il accuse l'immigration arabo-musulmane d'être à l'origine de la crise d'identité que traverse la France. Ces compagnons de route jouent un rôle déterminant dans la diffusion des thèses identitaires, en leur permettant de toucher directement le grand public.

2.2 Les organisations

2.2.1 Les partis politiques

Les Identitaires, comme nous l'avons déjà relevé, ne croient pas à l'action politique traditionnelle. Une demi-douzaine de groupuscules se réclame de la mouvance identitaire. Il s'agit d'organisations fantomatiques qui ne font souvent que profiter de l'effet de mode qu'apporte le label « identitaire ». La Nouvelle droite avait suscité en son temps la même floraison de groupuscules. Le plus en vue de ces micro-partis est le Bloc Identitaire et son mouvement de jeunesse, Génération identitaire. Fondé en 2003 par Fabrice Robert à la suite de la dissolution du groupe d'extrême droite Unité radicale par le gouvernement français pour tentative d'assassinat contre le président Jacques Chirac, il s'est surtout signalé par quelques actions « coup de poing » : comme l'occupation du chantier d'une mosquée à Poitiers (département de la Vienne) en octobre 2012, l'invasion à Villeurbanne (département du Rhône) d'un restaurant de la chaîne *Quick* qui servait de la nourriture halal par des manifestants portant des masques de cochon, ou l'organisation d'une « soupe au cochon » pour les sans domicile fixe à Paris. Il revendiquait, en 2013, 2 000 adhérents avec ses organisations satellites, mais ce chiffre est invérifiable et probablement très exagéré. Pour le reste, les activités de ce parti semblent à peu près nulles : une candidature avortée à l'élection présidentielle de 2012, un seul candidat présenté aux législatives en 2012, trois listes aux dernières élections municipales en 2014 (*sources* : *Ministère de l'Intérieur*). Les autres groupuscules, comme le Parti de la France, Synthèse nationale, l'Union de la Droite nationale, le Mouvement national républicain ainsi que d'autres organisations associées au Bloc identitaire afin d'assurer une présence locale et mieux y propager leur idéologie, comme Alsace d'abord, la Ligue du Sud ou Nissa RebeLa, paraissent n'avoir qu'une existence virtuelle et se résumer à un site Internet. Ces mouvements, qui vivent dans une quasi clandestinité, et qui sont l'objet de poursuites régulières par les pouvoirs publics (Génération identitaire a fait l'objet de plusieurs condamnations en 2007, 2008, 2010 et 2012), ne regroupent probablement que quelques centaines de militants, en général très jeunes, si l'on se fie aux photographies ou reportages publiés sur ces organisations.

2.2.2 Les groupes de réflexions

Il s'agit du mode d'action principal des Identitaires. Celui qui se penche sur le milieu identitaire est toujours surpris face aux très nombreux colloques, forums, groupes de réflexions, fondations, etc. qui se réclament de cette tendance. Il y a cependant un effet trompeur, car quand on se penche en détail sur les responsables de ces organisations ou sur les personnalités qui y interviennent, on retrouve toujours les mêmes noms (ceux-là même que nous avons cités plus haut). Jean-Yves Le Gallou apparaît comme le cas le plus emblématique. Il fait figure de véritable homme orchestre de toutes ces organisations : président de la *Fondation Polémia*, de l'*Observatoire des Médias* et de l'*Institut ILIADE pour la longue mémoire européenne*, membre du *Carrefour de l'Horloge* (qui a succédé en 2015 au *Club de l'Horloge*), organisateur du *Forum de la Dissidence* et de la cérémonie des *Bobards d'or*, rédacteur en chef du *Bulletin quotidien de Réinformation* sur Radio Courtoisie, animateur

d'*e-médias* sur TV Libertés, et la liste n'est pas exhaustive. Parmi tous ces groupes de réflexions, le plus actif semble être la *Fondation Polémia* qui apparaît comme le laboratoire d'où sortent la plupart des concepts qui irriguent l'idéologie identitaire. Fondé en 2003, *Polémia* se donne pour objectif « d'affirmer sans complexe la supériorité de la civilisation européenne » et de donner aux « Euro-Français » des « armes de reconquête intellectuelle, politique et morale » (*Le Monde*, 26.09.2011). Les manifestations organisées par *Polémia* comme les *Journées de la Réinformation*, les *Bobards d'or* ou le *Forum de la dissidence* sont autant d'occasion de réunir toute la mouvance identitaire. Ces événements ont même un impact bien au-delà de ces cercles, puisque même des médias grand public, qui ne peuvent guère être suspectés de sympathie pour l'extrême-droite, comme la revue les *Inrockuptibles*, leur consacrent des articles (*Les Inrockuptibles*, 11.03.2015).

2.3 Les médias

2.3.1 Le concept de la « réinformation »

Ce concept a été inventé au début des années 2000 par J.Y. Le Gallou qui le définit ainsi : « Le politiquement correct s'impose au monde politique, administratif et intellectuel à travers les médias traditionnels. Le principe de la réinformation c'est donc de donner des informations et des points de vue alternatifs face à cette censure ». L'expression « Grand remplacement », par exemple, est entrée dans le vocabulaire courant grâce aux médias alternatifs » (*Les Inrockuptibles*, 11.03.2015). Du point de vue de la « réinformation », les médias traditionnels constituent l'ennemi à abattre, car ils sont aux mains de « l'*oligarchie* » et défendent les intérêts de « la *superclasse mondiale* ». Les grands médias serviraient de vecteur à une seule idéologie, celle qui prône « le *mondialisme et le libre-échange économique* », « l'*antiracisme* » et « la *rupture des traditions et la lutte contre toute forme de valeurs familiales* ». Comme toujours, le discours d'extrême droite se nourrit de thèmes apparemment anticapitalistes contre « l'*oligarchie* » ou la « *tyrannie médiatique* », et se drapent derrière la défense du « *peuple* » – le « *vrai* » – contre les « *élites apatrides et mondialisées* ».

2.3.2 L'utilisation habile d'Internet

Les Identitaires n'ont guère accès aux médias traditionnels. À la différence de la Nouvelle Droite qui, dans les années 1970–1980, pouvait s'appuyer sur le *Figaro Magazine* (qui tirait à l'époque à plus de 800 000 exemplaires), les Identitaires ne disposent aujourd'hui d'aucune tribune comparable, même si, comme nous l'avons déjà évoqué, certains éditorialistes de la grande presse comme Eric Zemmour, Dominique Jamet ou Yvan Rioufol, pour ne citer que les plus connus, peuvent relayer certaines de leurs idées. C'est la raison pour laquelle, dès la fin des années 1990, le milieu identitaire s'est appuyé sur Internet pour diffuser son idéologie. Ce que la presse de gauche appelle la « *réactosphère* » représente aujourd'hui des centaines de sites qui atteignent une audience cumulée considérable (*L'Express*, 03.12.2014 ; Sari, 2014). Notons que ces sites ne font souvent que reprendre en

boucle les mêmes articles et informations. Nous nous contenterons de présenter trois sites particulièrement révélateurs de cette mouvance.

Commençons par *fdesouche.com*, un des sites politiques les plus consultés en France, avec environ 1,5 million de visiteurs chaque mois (*Source : Alexa – Top sites in France*). Lancé en 2005 comme un blog censé relater « *les pérégrinations d'un Français de souche dans le Paris occupé* » (par les immigrés non européens et leurs descendants, s'entend...), *fdesouche.com*, dont le nom est tiré du pseudonyme de son auteur, François Desouche, prend son essor en 2006, en devenant un site qui permet aux internautes de donner leurs propres commentaires de l'actualité. Il se présente comme une revue de presse qui sélectionne et hiérarchise les « informations » jugées pertinentes selon des critères aussi étroits qu'obsessionnels. Bien que ventilés dans les rubriques traditionnelles de la presse d'information politique et générale, les articles reproduits traitent inlassablement des trois mêmes thèmes : l'immigration, l'islam, et l'insécurité, présentés plus ou moins explicitement comme des menaces pour l'identité nationale.

Ensuite *fr.novopress.info* qui s'autodésigne pompeusement comme une « agence de presse ». Le site a été fondé en 2005 par Fabrice Robert, leader du Bloc identitaire, et aurait une audience comprise entre 400 000 et 500 000 visiteurs par mois (*Source : Alexa – Top sites in France*). À la différence de *fdesouche.com*, *fr.novopress.info* produit une partie du contenu qu'il propose, mais le même travers obsessionnel domine : l'actualité n'y est vue qu'à travers la crainte de voir la « *culture occidentale* » et « *l'identité française* » submergées par des populations venues du sud de la Méditerranée et un Islam conquérant.

Enfin, *TV Libertés*, la web-télévision de la mouvance identitaire, créée en 2014 par Philippe Millau (né en 1948) (*Le Monde*, 19 mars 2012), un vieux routier de l'extrême-droite qui est passé par le GRECE, le Front national, le Mouvement national républicain et le Bloc identitaire, avec Martial Bild (né en 1961), un ancien cadre du Front national qui a rompu avec le mouvement en 2008, au poste de « directeur de l'information ». TV Liberté produit un journal télévisé quotidien ainsi que plusieurs magazines, dont un, « *Les idées à l'endroit* », est animé par Alain de Benoist, et un autre, « *e-médias* », par Jean-Yves Le Gallou.

3. L'idéologie

Le discours des Identitaires, même s'il reprend de nombreuses thématiques de la « Nouvelle droite » en les actualisant, s'en distingue cependant : l'époque a changé, la Guerre froide est finie, l'anticommunisme, qui était une des composantes essentielles du discours de la droite nationale n'a plus de raison d'être. Les principaux ennemis désignés sont désormais les États-Unis, la « *superclasse mondiale* », l'idéologie « *mondialiste et cosmopolite* », l'uniformité culturelle qui met l'identité française en danger. Dans les faits, c'est cependant le rejet de l'immigration (et de l'Islam) qui fédère ces mouvements : il prend la place que tenait jadis l'anticommunisme. Il est non seulement le plus petit commun dénominateur entre des groupes qui entretiennent malgré tout de fortes divergences idéologiques – quoi d'autre de commun, en effet, entre les Catholiques traditionnalistes

de *Civitas* et les néo-païens fascisants de *Terre et Peuple*, le mouvement fondé par Pierre Vial ? – mais il permet aussi de jeter des ponts vers la droite conservatrice.

3.1 Patriotes mais pas nationalistes

Les Identitaires récusent le nationalisme, qu'ils considèrent comme une construction intellectuelle née des Lumières et de la Révolution française, une idée devenue folle sous l'influence du Romantisme. Ils mettent au contraire en avant une approche charnelle de la patrie, fondée sur le lien inaltérable avec la terre de ses ancêtres. Se ralliant au concept « une terre – un peuple » des *ethnopluralistes* qui revendiquent la pureté culturelle et l'homogénéité des peuples, les Identitaires prônent la reconnaissance d'un héritage culturel propre à chaque ethnie, qui mérite d'être reconnu et préservé par les institutions politiques et rejettent toute uniformisation par l'extérieur qu'elle concerne la langue, la nourriture (« Ni Macdo, ni kebab ») ou les goûts musicaux. Refusant donc l'État jacobin, unitaire, métisseur⁴, les Identitaires se réfèrent souvent à des figures historiques comme Charles Martel ou Jeanne d'Arc, aux traditions populaires, dans une tendance fortement régionaliste, très ancrée dans le local. On retrouve là le vieux discours de Barrès et la conception ethnique de la nation. Pour Jean-Yves Le Gallou, « Il existe aujourd'hui deux sens très différents au mot « Français » : un sens administratif, d'abord : être français, c'est avoir une carte d'identité française, et un sens historique et culturel ensuite, pour les Français de civilisation européenne et d'expression française » (Le Gallou, 2015a). Bien sûr, pour les Identitaires, seule la seconde définition fait sens : l'identité culturelle est immuable et transmise uniquement par la filiation. Pour eux, les immigrés (en tout cas extra-européens) et leurs descendants, qui sont titulaires de la nationalité française, ne méritent que l'appellation péjorative de « *Français de papier* ». Au nationalisme, les Identitaires préfèrent le patriotisme, expression de leur attachement charnel à la terre, et prônent une identité à trois niveaux : régional (patrie charnelle), français (patrie historique) et européen (patrie civilisationnelle).

Antisémites ? Jusqu'à la fin de la Seconde guerre mondiale, l'antisémitisme a fait partie des fondamentaux de l'extrême droite française (Winock, 1982). Si Jean-Marie Le Pen (né en 1928) pouvait encore glisser dans ses discours des allusions antisémites, ce sujet est devenu un tabou absolu dans la France actuelle. Les Identitaires insistent au contraire sur le fait qu'Eric Zemmour qui, plus que quiconque, a œuvré à diffuser les idées identitaires hors du cercle restreint où elles sont nées, est lui-même d'origine juive. Néanmoins, pour qui sait lire entre les lignes, de nombreux termes utilisés par les Identitaires dégagent un fort relent d'antisémitisme : par exemple, des expressions comme « *cosmopolitisme* » ou « *capitalisme apatride* », qui, dans la littérature antisémite, sont toujours pris comme des synonymes de « judaïsme ». *L'Observatoire des Médias*, un des nombreux sites animés par l'infatigable Le Gallou, comporte la biographie détaillée de dizaines de journalistes « *du système* » et ne manque jamais de relever les ascendances juives des intéressés. Il convient aussi de remarquer que les Identitaires s'opposent à toutes les lois mémorielles,

⁴ Bloc identitaire, la Foire aux questions.

en particulier celle qui pénalise le négationnisme. Dans le même ordre d'idée, ils refusent de reconnaître « *l'unicité de la Shoah* ». Henry de Lesquen sur une vidéo postée sur YouTube dénonce ainsi la « *religion de la Shoah* » et le « *mythe d'une souffrance unique et incomparable* »⁵.

3.2 Le Grand remplacement

Cette expression a été forgée par Renaud Camus en 2002. À l'occasion d'un passage dans le village médiéval de Lunel, dans le département l'Hérault, il constate que désormais la majorité des habitants de cette commune viticole est d'origine maghrébine (ce constat correspond d'ailleurs à une réalité – depuis 2014, Lunel a en particulier été marquée par une vague de départs de ses habitants vers la Syrie pour accomplir le djihad)⁶. Ce passage à Lunel ouvre les yeux de Renaud Camus qui comprend alors qu'un phénomène de substitution des Français « de souche » par des populations d'origines non européennes du Maghreb et d'Afrique subsaharienne est en cours. Ce remplacement de la population s'accompagne d'un changement de civilisation, accentué par ce qu'il appelle la *Grande déculturation*, c'est-à-dire le renoncement de transmettre les humanités classiques à l'école. Selon lui, ce processus est voulu par ceux qu'il appelle les « *remplacistes* », en particulier l'Union européenne qui « *hairait* » les Européens « *indigènes* » et voudrait leur « *asservissement* » ou leur « *mort* ». Le but de cette politique consiste à détruire le peuple français ainsi que les vieilles nations européennes pour accélérer l'avènement du Nouvel ordre mondial. L'idéologie « *remplaciste* » serait le fruit d'une alliance entre le gauchisme tiers-mondiste, le capitalisme apatride et l'islamisme. Cette théorie simpliste, qui a l'avantage de donner une explication de tout ce qui se passe dans le monde, n'a pas rencontré tout de suite du succès dans les milieux identitaires, sans doute en raison de la personnalité de Renaud Camus et de ses engagements passés. Il faut attendre le tournant des années 2010 pour voir la mouvance identitaire se rallier à ce concept, qui connaît depuis lors une grande diffusion. Le livre de Finkielkraut, *l'Identité malheureuse*, que nous évoquions plus haut, ne fait d'ailleurs que reprendre les théories de Camus, dont il se contente de gommer les aspects les plus radicaux. Des théories proches de celle du *Grand remplacement* avaient déjà vu le jour au tournant du XIX^e siècle et du XX^e siècle. Rappelons que, pour *l'Action française*, « *les métèques* » formaient l'une des composantes de « *l'Anti-France* » et que les « *juifs faisaient peser une menace mortelle sur l'intégrité physique, spirituelle et morale du peuple français* » (Huguenin, 2013). Quant à la théorie du complot, elle constitue depuis les origines une des composantes essentielles de la pensée d'extrême droite (Girardet, 1990 ; Taguieff, 2013). Dès 1797, l'abbé Barruel, un des principaux théoriciens de la contre-révolution, attribuait ainsi la chute de la Monarchie à une conjuration fomentée par les Illuminés de Bavière avec la complicité des Rothschild, donnant ainsi pour la première fois corps au mythe du complot judéo-maçonnique. L'une des principales forces des récits complottistes réside dans le fait qu'ils résistent à toute tentative de réfutation :

⁵ www.youtube.com/watch?v=BRMH3afpXkQ

⁶ *Le Monde* (15 janvier 2015) qualifiant ainsi « Lunel de laboratoire du djihad made in France ».

toutes les preuves ainsi avancées pour montrer que le Grand remplacement n'existe pas se transforment en autant de preuves de son existence. Les Identitaires et leurs épigones sont intimement persuadés que les statistiques avancées par l'INSEE, ou les études produites par des universitaires sur l'immigration, ne sont que mensonges et falsifications. De toute façon, pour se rendre compte de la réalité du Grand remplacement, « *il suffit d'ouvrir les yeux* » comme l'affirme Renaud Camus.

3.3 La « remigration »

Partant du principe qu'une société multiculturelle est d'abord une société multi-conflictuelle, les Identitaires considèrent qu'à long terme la cohabitation entre « *Français de souche* » et populations issues de l'immigration est impossible et qu'elle conduit inéluctablement à la guerre civile. La solution à ce problème est, pour les Identitaires, la « *remigration* » – en bon français, il faudrait d'ailleurs dire le *réémigration* – c'est-à-dire le retour des populations « *allogènes* » dans leurs pays d'origine. Les Identitaires ont conscience qu'il s'agit d'un projet à long terme et qui demandera du temps à se réaliser. Plusieurs « *plans de remigration* » circulent dans la mouvance identitaire, mais aucun ne semble véritablement possible à mettre en œuvre. En novembre 2015, tout le gratin de la mouvance identitaire, de Guillaume Faye à Renaud Camus, a assisté à Paris aux « *Assises de la remigration* », pour jeter les bases d'un programme allant dans ce sens. Le préalable pour l'exécution de ces plans reste bien sûr l'établissement d'un « régime fort », ce que les Identitaires évitent soigneusement de dire ouvertement. En attendant, ils proposent qu'on mette fin aux « *pompes aspirantes de l'immigration* », interdire aux immigrés l'accès aux aides sociales. Tous les participants affirment, la main sur le cœur, que la « *remigration* » doit être un processus pacifique et qu'elle doit venir des immigrés eux-mêmes. On est bien sûr en droit de douter de la sincérité de ces déclarations, car chacun est bien conscient que l'expulsion de plusieurs millions de personnes ne se ferait certainement pas sans le recours à des moyens de coercition plus ou moins violents.

Au sein de la nébuleuse identitaire, certaines voix doutent cependant de la faisabilité de la *remigration*. Elles comprennent qu'une telle politique conduirait inévitablement à la guerre civile. C'est pourquoi elles préconisent de reconnaître le communautarisme comme une réalité (Rochedy, 2015). Pour Julien Rochedy, il faut que les « *Euro-français* » (comprendre les blancs) s'organisent à leur tour en communauté. Il va même plus loin, en préconisant la communautarisation des systèmes scolaire et de protection sociale. Il appelle les derniers « *Bons européens* » à organiser des « *sanctuaires* », pour protéger ce qui « *mérite de l'être au milieu d'un flot de barbaries* ». Cette vision rappelle beaucoup les théories et les pratiques des partisans de l'*apartheid*, dont la traduction signifie développement séparé...

L'idéologie identitaire apparaît comme un habile amalgame d'idées disparates, dont certaines sont assurément nouvelles, alors que d'autres plongent leurs racines dans les plus anciennes traditions de l'extrême droite. La grande habileté des Identitaires réside dans leur aptitude à utiliser les réseaux sociaux et à créer le « *buzz* ». De ce point de vue, l'un des exemples les plus caractéristiques et les plus réussis reste l'affaire « *l'apéro*

saucisson-pinard ». En mai 2010, une internaute, Sylvie François – probablement un personnage fictif – lance sur Facebook une invitation à un « *apéro saucisson-pinard* », prévu le 18 juin (date anniversaire de l'appel à poursuivre la résistance lancé à Londres par le général de Gaulle en 1940), dans le quartier de la Goutte d'Or dans le XVIII^e arrondissement de Paris, afin de dénoncer les prières de rue des musulmans. L'appel, relayé par tous les sites de la « réacosphère », fait le *buzz*. Les grands médias évoquent l'affaire. Finalement, la Préfecture de police, inquiète par l'ampleur prise par ce projet, décide d'interdire la manifestation et les Identitaires peuvent ainsi se poser en martyres et en dissidents.

4. Les Identitaires et le Front national

Les relations entre Identitaires et Front national sont ambiguës et caractérisées par une méfiance réciproque (Dupin, 2014).

4.1 Du point de vue des Identitaires

Les Identitaires, qui se définissent d'abord comme des intellectuels, méprisent au plus haut point la « politique politicienne ». Pour eux, les élections ne sont qu'une vaste supercherie, « *la superclasse mondiale gardant le contrôle de la situation grâce à la puissance de l'appareil d'ahurissement médiatique* » (Le Gallou, 2015b). Il ne faut donc pas attendre un changement de régime par la voie électorale. Partant de ce constat, l'une des premières différences entre les deux « groupes » réside donc dans les moyens utilisés pour propager leurs idées : en effet, la stratégie « électoraliste » suivie par le Front national apparaît comme une aberration, voire une trahison aux Identitaires, qui cherchent plus à reconquérir directement l'espace et le dialogue publics à travers leur tissu associatif et médiatique et agissent localement sur le terrain social (la *soupe au cochon* mentionnée plus haut, sécurisation dans les transports en commun, etc.). Par ailleurs, la politique de « *dédiabolisation* » du FN mise en œuvre par Marine Le Pen est jugée très négativement et Florian Philippot, n° 2 du FN, qui passe pour l'artisan de cette stratégie, fait l'objet d'attaques venimeuses. Ainsi, Henry de Lesquen affuble-t-il systématiquement son nom de l'épithète « *funeste* ».

Néanmoins, les milieux identitaires constatent que le Front national, qui est en pleine phase d'expansion, pourrait servir de marchepied pour accéder au pouvoir. D'où les tentatives des Identitaires, un peu comme jadis les trotskistes avec le Parti socialiste, de faire de l'*entrisme* dans le mouvement lepéniste.

Pourtant, il existe un certain nombre d'incompatibilités doctrinales entre la Front national et les Identitaires. Le FN, version Marine Le Pen – Florian Philippot, se veut *national-républicain* : il préconise un État fort, s'oppose aux velléités régionalistes et donne la priorité à la défense de la souveraineté nationale, ainsi qu'à la lutte contre les communautarismes. Les Identitaires, au contraire, se méfient de l'État et mettent en avant les « *communautés organiques* ». Se référant à une identité en 3 niveaux, comme nous l'avons vu, ils mettent l'accent sur l'identité régionale et rêvent de rétablir les libertés locales telles qu'elles existaient sous l'Ancien régime. La défense des langues régionales figure d'ailleurs parmi leurs priorités. Face à une représentation souverainiste de la France

et à l'opposition sévère à la construction européenne du Front national, les Identitaires, au contraire, s'affirment pour l'unité de l'Europe, qu'ils conçoivent d'un point de vue culturel et racial. Une opposition sémantique sur le concept de l'identité sépare donc le FN des Identitaires.

On relèvera pour finir que les Identitaires, qui ont pourtant des opinions sur à peu près tout, restent d'une étonnante discrétion sur leurs projets politiques. Ils se contentent en général de scander des slogans vides de sens, du style « *rendre la parole au peuple* » ou « *balayer les élites corrompues* ». Ce silence s'explique aisément par le fait que les véritables projets des Identitaires relèvent de l'indicible : fonder une société hiérarchisée et racialement pure.

4.2 Du point de vue du Front national

La direction du Front national prétend n'avoir aucun contact avec les Identitaires, dont les positions extrémistes vont à l'encontre de la politique de « *dédiabolisation* » conduite par Marine Le Pen. Néanmoins, parmi les candidats présentés aux élections par le FN, on relève plusieurs figures issues de la mouvance identitaire, en particulier en Provence-Alpes-Côte d'Azur : par exemple Philippe Vardon, le fondateur de Nissa rebela, un groupuscule identitaire niçois, qui était le n° 2 de la liste FN dans le département des Alpes-Maritimes, lors des régionales de 2015. Le Bloc identitaire a aussi appelé à voter pour le Front national lors des élections européennes de 2014.

Le Front national n'hésite pas non plus à s'inspirer de certaines propositions émanant des milieux identitaires ou à utiliser certaines expressions forgées par cette mouvance, comme la « *réinformation* », même s'il se garde bien de reprendre à son compte des thématiques telles que le *Grand remplacement* ou la *remigration*. Florian Philippot considère ainsi que ce thème du « *Grand remplacement* » est « *confus* » et dangereux dès lors qu'il suggère « *une conception racialisée que nous ne partageons pas* ». Pourtant, le FN ne peut se couper de son électorat, qui se montre de plus en plus sensible aux thématiques lancées par les Identitaires, qui semblent avoir gagné la bataille des « idées » auprès de cette frange de l'opinion. Le FN, depuis sa création, a toujours su se tenir habilement à l'écart des querelles de chapelles qui traversent l'extrême-droite française. Ni Jean-Marie Le Pen, ni sa fille ne sont des idéologues. Sur ces questions, ils ont toujours agi avec un grand opportunisme, flairant le sens du vent. Aujourd'hui, Marine Le Pen cherche à tout prix à donner une image *républicaine* à son mouvement. Lors des scrutins de 2012 (élections présidentielles et législatives) et 2014 (européennes et municipales), son parti a renoncé à placer la lutte contre l'immigration comme sa priorité, préférant concentrer ses coups sur l'intégration européenne. Il n'est pas certain que cette stratégie se révèle payante à long terme. Pour les électeurs du FN, la question de l'immigration demeure leur principal motif de vote. Le FN paraît proposer, face à l'islamisation de la France, une solution différente de la « *remigration* » des Identitaires : outre l'arrêt total de l'immigration, ils préconisent en effet l'intégration / l'assimilation des étrangers déjà présents en France, processus impossible à accomplir pour les Identitaires. Quoiqu'on en pense, l'évolution ethnique des populations

vivant en Europe est devenue un enjeu idéologique majeur qui concerne l'ensemble de la société française (Meyer, 2014).

5. Conclusion

Apparu au tournant des années 1990–2000, le mouvement identitaire connaît une audience croissante ces dix dernières années. Sous ce terme « Identitaires » se regroupe une école de pensée qui, au-delà de ses différences internes, partage un certain nombre de points communs : le rejet du multiculturalisme et de la mondialisation, l'aspiration à créer un État fondé sur une communauté culturelle et raciale (même si, bien sûr, le mot « race » n'est jamais prononcé ouvertement). La stratégie des Identitaires n'est pas tant de conquérir le pouvoir par la voie électorale que de diffuser leur idéologie par le biais de colloques, de publication, et surtout d'Internet. Le mouvement identitaire n'est pas un phénomène propre à la France. Des mouvements similaires se développent à travers toute l'Europe : celui de Pegida en Allemagne, de Vlaams Belang (L'intérêt flamand) comme voix politique d'un plus large mouvement identitaire en Flandre, la Ligue du Nord et Casa Pound en Italie, ou encore la Plataforma per Catalunya en Espagne, parti politique d'extrême droite axé sur le contrôle de l'immigration. Cependant, c'est en France que ce mouvement rencontre le plus de succès. Même si le Front national se défend d'entretenir des relations avec les Identitaires, son électorat est de plus en plus sensible à un discours qui joue sur la peur du « *Grand remplacement* » et offre une solution définitive pour mettre fin à cette menace : la « *remigration* ».

Les Identitaires sont certes des marginaux, mais leur poids dans le débat public ne doit pourtant pas être sous-estimé. Le succès du livre d'Eric Zemmour témoigne encore de l'écho rencontré dans la population par leur discours. La droite conservatrice et libérale multiplie ces dernières années les propositions pour limiter l'immigration (même si elle ne les met jamais en application). Les Identitaires peuvent enfin profiter du malaise de la gauche sur ces questions. Celle-ci hésite entre deux répliques : nier l'évolution ethnique de nos sociétés, à grand renfort de statistiques plus ou moins biaisées, ou bien s'en féliciter au nom de la « *diversité* » et d'une « *nouvelle richesse culturelle* ». Ces hésitations et postures défensives donnent un avantage non négligeable à un discours outrancier mais clair.

Résumé. Hnutí „Les Identitaires“ ve Francii. Článek si klade za cíl popsat hnutí *Les Identitaires*, působící ve Francii od počátku 21. století. Zaměřuje se na jeho nejvýznamnější osobnosti i média, analytická fóra a skupiny propagující jeho ideologii. Podrobněji představuje koncept „*remigration*“, „*Grand remplacement*“ i pojetí kulturní identity, ke které se propagátoři tohoto nejednotného hnutí hlásí. Poslední část je věnována vztahu *Les Identitaires* ke straně *Le Front national*.

Bibliographie

- BARRÈS, Maurice (1899). *La terre et les morts – Sur quelle réalité fondée la conscience française*. Paris : La Ligue de la Patrie française.
- BEAUNE, Colette (1985). *Naissance de la nation France*. Paris : Gallimard.
- CAMUS, Renaud (2012). *Le Grand remplacement*. 3^e édition revue et augmentée. Sans éditeur.
- CASAJUS, Emmanuel (2012). “Les Identitaires ou l’art de négocier avec les signes”. *Aménagement, lien, contournement*, n° 1, pp. 54–63.
- DIGEON, Claude (1959). *La crise allemande de la pensée française (1870–1914)*. Paris : Presses universitaires de France.
- DUPIN, Eric (2014). *Le Front national sous la pression de la mouvance identitaire* [online]. Disponible sur : <http://www.slate.fr/story/94905/front-national-mouvance-identitaire>
- DURAND, Pascal ; SINDACO, Sarah (2015). *Le discours néo-réactionnaire*. Paris : CNRS.
- FINKIELKRAUT, Alain (2013). *L’identité malheureuse*. Paris : Stock.
- FRANÇOIS, Stéphane (2009). “Géopolitique des Identitaires”. *Les Cahiers rationalistes*, n° 601, pp. 19–30.
- GIRARDET, Raoul (1990). *Mythes et mythologies politiques*. Paris : Le Seuil.
- HUGUENIN, François (2013). *L’Action française*. Paris : Perrin.
- LE GALLOU, Jean-Yves (1985). *La préférence nationale : réponse à l’immigration*. Paris : Albin Michel.
- (2008). “Douze thèses pour un gramscisme technologique”. *Polémia* [online]. Disponible sur : <http://archives.polemia.com/article.php?id=1763>
- (2010). “Dix-sept thèses sur la tyrannie médiatique”. *Polémia* [online]. Disponible sur : <http://archives.polemia.com/article.php?id=2832>
- (2013). *La tyrannie médiatique*. Versailles : Via Romana.
- (2015a). “Si tout le monde peut être français, le communautarisme est inévitable”. *Polémia* [online]. Disponible sur : <http://www.polemia.com/si-tout-le-monde-peut-etre-francais-le-communautarisme-est-inevitable/>
- (2015b). “Sept Leçons du deuxième tour des régionales”. *Polémia* [online]. Disponible sur : <http://www.polemia.com/sept-lecons-du-deuxieme-tour-des-regionales/>
- L’Express*, 3 décembre 2015. Wikistrike, Quenelle+, Tv Libertés : dans la nébuleuse des sites de « vraie information » [online]. Disponible sur : http://www.lexpress.fr/actualite/politique/wikistrike-quenelle-liberte-tv-dans-la-nebuleuse-des-sites-de-vraie-information_1628541.html
- Le Monde*, 8 août 2011. FN : le malentendu Laurent Ozon [online]. Disponible sur : lemonde.fr/2011/08/15/fn-le-malentendu-laurent-ozon/
- Le Monde*, 26 septembre 2011. Robert Ménard intervenant vedette d’un club de l’extrême... extrême-droite [online]. Disponible sur : lemonde.fr/2011/09/26/robert-menard-intervenant-vedette-dun-club-de-lextreme-extreme-droite/

- Le Monde*, 19 mars 2012. Philippe Millau est débarqué du Bloc identitaire [online]. Disponible sur : <http://droites-extremes.blog.lemonde.fr/2012/03/19/philippe-millau-est-debarque-du-bloc-identitaire-la-rancon-dun-putsch-manque/>
- Les Inrockuptibles*, 11 mars 2015. L'extrême-droite fait le plein sur la critique des médias [online]. Disponible en : <http://www.lesinrocks.com/2015/03/11/actualite/bobards-dor-lextreme-droite-fait-le-plein-sur-la-critique-des-medias-11577>
- LINDENBERG, Daniel (2002). *Le Rappel à l'ordre : Enquête sur les nouveaux réactionnaires*. Paris : Le Seuil.
- RENAN, Ernest (1882, 1991). *Qu'est-ce qu'une nation ?* Paris : Éd. Bordas (Réédition).
- ROCHEDY, Julien (2015). *Pour un discours communautariste* [online]. Disponible en : www.rochedy.fr/2015/03/pour-un-discours-communautariste.html
- SARI, Antoine (2015). *Réinformation et désinformation : l'extrême droite des médias en ligne*. Acrimed [online]. Disponible sur : <http://www.acrimed.org/Reinformation-et-desinformation-l-extreme-droite-des-medias-en-ligne>
- TAGUIEFF, Pierre-André (1993). "Origines et métamorphoses de la Nouvelle droite". *Vingtième siècle*, vol. 40, n° 1, pp. 3–22.
- TAGUIEFF, Pierre-André (2013). *Court traité de complotologie*. Paris : Mille et une nuits.
- WINOCK, Michel (1982). *Edouard Drumont et C^{ie} – Fascisme et antisémitisme en France*. Paris : Le Seuil.
- ZEMMOUR, Eric (2014). *Le suicide français*. Paris : Albin Michel.

Pierre Brouland et Kateřina Dvořáková
Katedra románských jazyků
Fakulta mezinárodních vztahů
Vysoká škola ekonomická
Nám. W. Churchilla 4
CZ–130 67 PRAHA 3
République tchèque